

Gratuité de la scolarité obligatoire

Question

La Constitution fédérale, article 62 al. 2, fixe le principe de la gratuité de la scolarité obligatoire : « *Les cantons pourvoient à un enseignement de base suffisant, ouvert à tous les enfants. Cet enseignement est obligatoire et placé sous la direction ou la surveillance des autorités publiques. Il est gratuit dans les écoles publiques* ». Le 21 mai 2006, les votants fribourgeois ont accepté avec une majorité de plus de 88 % des voix cet arrêté fédéral du 16 décembre 2005 modifiant les articles de la Constitution sur la formation.

Toutefois, au sein de nos écoles primaires et du cycle d'orientation qui dispensent l'enseignement obligatoire, des factures sont toujours établies, que ce soit pour l'économie familiale, les cours de natation ou les semaines vertes, etc. Je suis conscient qu'il s'agit de fournitures, de repas ou de transports, etc. Pourtant, je ne cesse pas de constater que les familles disposant d'un revenu faible à moyen sont de plus en plus mises à contribution. Ces dépenses concernant la scolarité obligatoire pèsent lourdement sur leur budget. A titre d'exemple, je tiens à citer ici une facture qui a été adressée récemment à une famille habitant le district de la Singine : il s'agit d'une facture d'une école du cycle d'orientation pour les cours d'économie familiale qui s'élève à 250 francs. L'école fait valoir 34 leçons d'économie familiale à 8 francs (sur 38 semaines d'école), des fournitures supplémentaires pour 25 francs ainsi qu'un livre de cuisine pour 21 fr. 50.

A mon avis, ce genre de facturation (telle que décrite ci-dessus) par les écoles obligatoires (écoles enfantine, primaire et du cycle d'orientation), à la charge des parents, est inadmissible et illicite car elle viole la Constitution. Une question au contenu similaire a déjà été soumise au Parlement à la fin des années septante. Si les écoles continuent à établir ce genre de facture, il reviendra au Tribunal fédéral de trancher dans un cas d'espèce.

Dès lors, je pose au Conseil d'Etat les questions suivantes :

1. Le Conseil d'Etat est-il conscient que cette pratique viole le droit constitutionnel et quelle est sa position par rapport à ce sujet ?
2. Si le Conseil d'Etat reconnaît l'inconstitutionnalité de cette pratique, qu'entend-t-il entreprendre ?
3. Existe-il des arrêts du Tribunal fédéral entrés en force qui concernent la pratique relative à la gratuité durant la scolarité obligatoire ?

Le 19 octobre 2009

Réponse du Conseil d'Etat

Les articles 19 et 62 al. 2 de la Constitution fédérale garantissent un enseignement de base gratuit pendant la scolarité obligatoire. L'article 64 al. 1 de la Constitution cantonale réitère ce principe :

« L'Etat et les communes pourvoient à un enseignement de base obligatoire et gratuit, ouvert à tous les enfants, en tenant compte des aptitudes de chacun ».

Toutefois, le droit constitutionnel à un enseignement gratuit ne s'étend pas à toutes les prestations fournies par l'école. Les cantons, disposant d'une importante autonomie pour réglementer l'école obligatoire, peuvent prévoir dans leur législation scolaire une participation des parents aux frais des fournitures scolaires ou des manifestations dites extrascolaires. Ainsi, l'article 6 al. 3 de la loi sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) précise que :

« Les moyens d'enseignement sont fournis gratuitement aux élèves. Les communes peuvent percevoir auprès des parents une taxe couvrant tout ou une partie des frais des autres fournitures scolaires et de certaines manifestations ».

Par moyens d'enseignement fournis gratuitement, il faut comprendre les manuels et les moyens qui permettent, en raison de leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'étude. Les autres fournitures qui peuvent faire l'objet d'une facturation sont notamment :

- le petit matériel (feuilles de classeurs, cahiers, agenda, matériel de dessin, etc.) ;
- le matériel utilisé lors des activités créatrices ou lors d'activités facultatives ;
- les frais de repas pris dans le cadre de l'enseignement de l'économie familiale.

Les frais des manifestations scolaires peuvent concerner :

- les excursions et les courses d'école ;
- les semaines vertes et les camps ;
- les activités sportives ;
- les activités culturelles.

La perception d'une taxe auprès des parents pour les frais de fournitures et les manifestations extrascolaires doit toutefois être prévue dans un règlement scolaire communal, approuvé par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS). Selon un sondage effectué par la DICS en janvier 2009, une large majorité (plus de 80%) des communes fribourgeoises ont édicté un règlement scolaire fixant les montants maximaux annuels des taxes pouvant être perçues auprès des parents. Ainsi, à l'école primaire, ce montant maximum peut varier selon les communes entre 50 et 400 francs par élève et par année en fonction du genre de frais facturés (avec ou sans camps), la moyenne se situant toutefois à environ 215 francs par élève et par année (camps y compris).

A l'école du cycle d'orientation, ce sont les statuts des associations de communes ou leurs règlements scolaires qui déterminent les montants maximaux pouvant être perçus auprès des parents. Pour les fournitures et les manifestations extrascolaires, les montants maximaux se situent entre 100 et 270 francs, pour les repas pris lors des cours d'économie familiale entre 230 et 350 francs. Pour les semaines vertes et les camps de ski, les règlements prévoient soit une facturation au prix coûtant ou fixent un montant plafond.

Quant à l'application de ces règles, il convient de relever que toutes les communes ne facturent pas le montant maximal prévu dans leur règlement et, en parallèle, répondent en principe favorablement aux demandes de réduction de la part des familles pour lesquelles le paiement des taxes pourrait engendrer des difficultés. A noter encore que certaines communes prévoient une réduction des participations des parents en fonction de leur revenu ou du nombre d'enfants à charge.

Considérant ce qui précède, le Conseil d'Etat répond de la manière suivante aux questions posées :

1. Le Conseil d'Etat est-il conscient que cette pratique viole le droit constitutionnel et quelle est sa position par rapport à ce sujet ?

Comme expliqué ci-dessus, il n'existe pas d'obligation constitutionnelle des cantons à prendre entièrement en charge les frais des fournitures scolaires ou des manifestations dites extrascolaires. Basée sur la loi scolaire et les règlements communaux respectifs, la pratique

des communes en matière de perception de taxes auprès des parents pour les fournitures scolaires et pour certaines manifestations ne viole donc pas le droit constitutionnel à un enseignement de base gratuit.

2. Si le Conseil d'Etat reconnaît l'inconstitutionnalité de cette pratique, qu'entend-t-il entreprendre ?

La pratique des communes n'étant pas inconstitutionnelle – ce que la doctrine confirme – et par souci de respecter l'autonomie communale en la matière, le Conseil d'Etat ne voit pas la nécessité d'intervenir dans ce domaine.

Toutefois, il n'est pas insensible aux difficultés que le paiement des taxes scolaires peut engendrer pour certaines familles, notamment pour les familles nombreuses et celles qui disposent d'un faible revenu. Dès lors, il invite les communes à régler et à appliquer la question des taxes perçues auprès des parents avec modération. Dans le cadre de la révision du règlement d'exécution de la loi scolaire, le Conseil d'Etat pourrait fixer des principes, voire des limites, à ce sujet.

3. Existe-il des arrêts du Tribunal fédéral entrés en force qui concernent la pratique relative à la gratuité durant la scolarité obligatoire ?

A notre connaissance, aucun arrêt du Tribunal fédéral ne traite directement de la question de la gratuité des fournitures scolaires ou des manifestations dites extrascolaires durant la scolarité obligatoire.

Fribourg, le 22 décembre 2009